



Trait d'Union

Le journal mensuel
de l'UNEF Paris IV (AGEPS)

Numéro 11 bis
mars 2000

VOUS AVEZ VOTÉ (POUR NOUS) ? J'EN SUIS FORT AISE HÉ BIEN LUTTONS MAINTENANT !

L'UNEF est plus que jamais le premier syndicat étudiant de Paris IV après les élections d'UFR du 22 février. En donnant aux listes que nous présentions avec l'UNEM **37 élus sur 69 sièges pourvus, la majorité dans les quatre UFR de Lettres, ceux d'Histoire, d'Anglais, de Géo, de Philo...**, vous avez fait mieux que confirmer notre victoire de l'an dernier aux conseils centraux.

Vous avez ainsi justifié la voie que nous avons choisie: un syndicalisme **fermement opposé à la politique de casse de l'enseignement public, présent au quotidien** pour vous aider, vous informer et vous défendre, même les semaines où il n'y a pas d'élections. C'est sur ces deux points que nous avons fait la différence avec l'UNEF-ID et l'UNI, largement battues.

Vous nous avez aussi donné de **nouveaux moyens pour continuer à mériter votre confiance**. Nos 37 élus seront autant de relais pour vos revendications collectives ou le règlement de vos problèmes individuels. N'hésitez pas à vous en servir. Ils porteront aussi dans les conseils notre lutte contre l'ensemble des réformes Bayrou-Allègre, à commencer par les revendications sur les conditions d'examen.

Pour cela, **nous avons plus que jamais besoin de votre soutien à tous (nous ne vous avons jamais caché qu'il ne suffisait pas de voter pour nous)**, au moment où la politique de casse s'intensifie.

Quand pour une fois un rapport officiel, rédigé par M. Dauriac, directeur du CROUS de Créteil, dévoile une partie de nos conditions réelles de vie (**100 000 étudiants au dessous du seuil de pauvreté selon lui**) et propose des solutions (qui supposent bien sûr un engagement financier de l'État), c'est le bras droit du ministre, Francine Demichel, Réformatrice en Chef depuis dix ans, qui monte au créneau immédiatement pour dire qu'il n'est pas question de lui donner suite. Avis à tous: le **but d'Allègre est de casser nos études, pas de nous donner les moyens d'étudier**.

Il le prouve actuellement sur un dossier qui nous concerne tous, et pas seulement en tant qu'étudiants, celui du CAPES et de l'Agrégation: **nouvelle baisse des postes** (voir p.4), projet de suppression. C'est sur cette question, prioritairement que nous devons aujourd'hui réagir. Nous vous appelons donc: **à diffuser la lettre ouverte** que vous trouverez en page 2, **à signer et faire signer massivement la pétition** (page 3).

"Sauvons le CAPES et l'Agrégation"

et à préparer dès maintenant avec nous la

*Grande journée de mobilisation de toute l'Éducation
nationale le jeudi 16 mars*

*pour un enseignement public de qualité ouvert à tous, pour le retrait de toutes les réformes
Bayrou-Allègre du primaire au supérieur*

Lettre ouverte aux militants du PS, du PCF, du PRG, des Verts et du MDC

En plus de la pétition ci-contre, nous vous proposons une action originale: nous adresser, plutôt qu'aux gouvernants qui nous méprisent, à tous les militants qui nous ont fait élire, dont la plupart ignorent ce qu'est la politique d'Allègre, pour les informer et demander leur soutien. Nous l'avons envoyée à une centaine d'adresses électroniques de ces partis, et à la presse. A chacun d'entre nous de lui donner une plus large diffusion.

Madame, Monsieur,

Vous appartenez à l'un des cinq partis politiques participant au gouvernement. Pensez-vous qu'il y a trop de professeurs dans l'enseignement secondaire ? Cela semble être en tout cas l'opinion du ministre de l'Éducation nationale de ce gouvernement, Monsieur Claude Allègre. Il vient de publier un nombre de postes mis aux concours du CAPES et de l'Agrégation pour 2000 inférieur de cinq pour cent à celui de 1999.

C'est la quatrième année consécutive de baisse: au total, l'Éducation nationale recrutera cette année quarante pour cent d'enseignants de moins qu'en 1996. Pour la discipline la plus touchée, la philosophie, la baisse atteint soixante pour cent.

Nous ne comprenons pas comment le gouvernement peut croire et vouloir faire croire que les besoins sont presque deux fois moins importants qu'il y a quatre ans. Il manquait de nombreux enseignants à cette rentrée 1999. Il en manquera logiquement encore plus en 2000. Ces enseignants manquants seront entassés dans les amphis, à réparer des concours qu'ils auraient eu selon les critères de 1996.

Cette politique a été initiée en 1997 par Monsieur François Bayrou. Trois mois plus tard, dans son programme, le Parti Socialiste déclarait son intention de revenir sur cette baisse.

Nous ne vous adressons pas cette lettre pour vous demander l'effet que cela fait d'appartenir à un parti soutenant un gouvernement qui ment aux Français avec un cynisme incroyable en prétendant donner la priorité à l'école, mais pour vous informer de cette situation, et vous appeler à agir à l'intérieur de votre parti pour qu'elle cesse.

Nous vous demandons de diffuser cette lettre, et d'utiliser tous les moyens (vote de motions, lettres aux responsables de votre parti, aux parlementaires, aux ministres...) pour réclamer avec nous le retour dès cette année à un nombre de postes au moins égal à celui de 1996.

Pétition à signer, à diffuser et faire signer à tous ceux qui se sentent concernés par la casse de l'Éducation nationale

Sauvons le CAPES et l'Agrégation !

La politique de réforme globale de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur menée par les gouvernements successifs depuis plusieurs années s'attaque logiquement aux concours de recrutement d'enseignants.

Le ministère ne cache pas son intention de les supprimer à terme pour les remplacer par un diplôme pseudo-professionnel à bac +5 dans le cadre du 3/5,8 prévu par le rapport Attali. Mais il anticipe déjà cette suppression:

— par la dégradation des conditions de la préparation aux concours (ainsi par exemple le Rectorat de Paris saisit-il toutes les occasions de la perturber en Sorbonne) et du déroulement des épreuves, en particulier par l'organisation sous prétexte de décentralisation des épreuves orales dans des lieux notoirement incapables de les accueillir (dernier exemple, et le plus criant: le CAPES d'Histoire-Géographie à Châlons-en-Champagne).

— en encourageant les IUFM à persécuter les stagiaires ayant réussi les concours bien au-delà de leurs droits, déjà largement excessifs, et en prévoyant le renforcement de ceux-ci.

— en poursuivant et aggravant chaque année, en contradiction flagrante avec le discours officiel sur la priorité à l'Éducation nationale, la politique de baisse du nombre de postes mis aux concours. **En 2000, le nombre d'enseignants recrutés sera de quarante pour cent inférieur à celui de 1996.**

Nous voulons ici nous adresser aux enseignants, aux étudiants, aux lycéens, aux parents d'élèves, aux responsables politiques et à la presse pour **réaffirmer qu'il ne peut y avoir d'enseignement public de qualité sans professeurs recrutés en nombre suffisant, par concours portant sur leurs connaissances dans leur discipline et leurs capacités à les exposer.**

En conséquence, **nous demandons le maintien du CAPES et de l'Agrégation comme concours nationaux préparés dans les Universités sur une année complète, et l'affectation à leur préparation et à leur organisation de moyens budgétaires suffisants.** Comme il nous semble clair que les besoins ne sont pas moins importants depuis 1996, nous **demandons que le nombre de postes revienne au moins à celui de cette année, et soit planifié sur cette base pour au moins cinq ans.**

*Plus de quarante pour cent de
baisse en moyenne depuis 1996 !*

**COMBIEN DE TEMPS ALLONS-
NOUS ACCEPTER CELA ?**

| | | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | % depuis 96 |
|------------------|-------|------|------|------|------|-------------|----------------|
| Lettres class | CAPES | 570 | 500 | 400 | 370 | 320 | - 44 % |
| | Agreg | 115 | 100 | 80 | 75 | 70 | - 39 % |
| Grammaire | Agreg | 15 | 15 | 15 | 11 | 10 | - 33 % |
| Lettres mod | CAPES | 1800 | 1395 | 1200 | 1150 | 1030 | - 42 % |
| | Agreg | 209 | 170 | 150 | 145 | 130 | - 38 % |
| Histoire- géo | CAPES | 1320 | 1040 | 900 | 845 | 775 | - 41 % |
| Histoire | Agreg | 171 | 138 | 139 | 130 | 117 | - 32 % |
| Géo | Agreg | 50 | 41 | 41 | 40 | 35 | - 30 % |
| Philo | CAPES | 240 | 180 | 130 | 60 | 50 | - 79 % |
| | Agreg | 88 | 73 | 60 | 90 | 80 | - 9 % |
| Anglais | CAPES | 2200 | 2000 | 1700 | 1270 | 1050 | - 52 % |
| | Agreg | 235 | 195 | 160 | 155 | 145 | -38 % |

**Signez et faites signer la pétition aux tables
ou au local de l'UNEF Paris IV et Paris I,**

Sorbonne au pied de l'esc. H, à côté du nouveau services des Bourses (salle
121), Tolbiac: B905, Clignancourt à gauche en sortant des amphis,
Malesherbes salle 113, tél: 01-40-46-32-27 (répondeur),
<http://paris4.unef.org> (paris4@unef.org)

Le jeudi 16 mars, tous à la manif
(plus d'infos dans *Trait d'Union* n°12)